

En Thaïlande, l'armée prend le pouvoir au service d'une contre-révolution conservatrice

lundi 26 mai 2014, par [ROUSSET Pierre](#) (Date de rédaction antérieure : 26 mai 2014).

Le coup d'Etat militaire en Thaïlande vise à imposer une reprise en main du pays par les forces les plus conservatrices.

Le coup d'Etat militaire - réalisé le 20 mai et officialisé deux jours plus tard - conclut une longue période de conflits politiques en Thaïlande au cours de laquelle le gouvernement issu des élections législatives de 2011 s'est progressivement vu privé de tous ses moyens par les forces conservatrices du pays. Depuis novembre 2013, des manifestations massives ont été organisées à Bangkok (la capitale) pour le paralyser et exiger sa démission. Le 7 mai dernier, la Cour constitutionnelle a démis de ses fonctions la Première ministre, Yingluck Shinawatra - un véritable coup d'Etat judiciaire. Maintenant, le général en chef de l'armée Prayuth Chan-ocha a directement pris les rênes du pouvoir.

Le coup d'Etat militaire du 20 mai - le dix-neuvième depuis celui qui, en 1932, mit fin à la monarchie absolue - sanctionne l'échec du processus de « modernisation » institutionnelle du pays initiée en 1992 avec l'adoption d'une Constitution relativement progressiste pour le pays. Elle avait permis l'arrivée au pouvoir de nouveaux secteurs de la bourgeoisie, incarnés par Thaksin Shinawatra, ainsi que la mobilisation électorale de secteurs populaires ruraux (dans le nord et le nord-est) ou urbains (à Bangkok). Le régime est alors entré en crise, sommé en quelque sorte de se réformer en profondeur : une perspective impensable pour les élites traditionnelles : le Palais, l'armée, les institutions conservatrices, les grandes familles possédantes...

Les militaires ont tenté de porter un coup d'arrêt aux « réformateurs » avec la répression sanglante (93 morts) en 2010 des « chemises rouges », constituées pour l'essentiel du « petit peuple » soutenant Thaksin (du fait des programmes sociaux qu'il avait mis en œuvre), mais cela n'a pas suffi à empêcher un an plus tard une nouvelle victoire électorale de son parti, le Pheu Thai, et la nomination de sa sœur, Yingluck, au poste de Premier ministre [1].

Les forces réactionnaires (au sens littéral) tentent de réaliser aujourd'hui ce qu'elles n'ont pas réussi en 2010-2011 : une remise au pas général du pays. Au nom de la lutte contre la corruption et le népotisme (des maux partagés par toutes les élites du pays), elles ont su mobiliser pour ce faire lesdites « classes moyennes » bangkokiennes. Elles annoncent une véritable (contre)révolution conservatrice, évoquant même le retour à un régime électoral au suffrage censitaire. Elles ciblent à la fois le clan des Thaksin, la montée en puissance politique de nouveaux entrepreneurs et commerçants, les secteurs populaires réclamant des réformes sociales et les tenants d'un régime démocratique.

L'armée a procédé à une série d'arrestations et somme nombre de personnalités progressistes de se présenter à elle [2]. Néanmoins et malgré les dangers encourus, des mobilisations contre le coup d'Etat se sont déjà produites dans divers secteurs de Bangkok, à Chiangmai (au nord) et dans d'autres villes [3].

Ces mobilisations montrent que les réseaux construits au fil des ans dans le cadre du mouvement des « chemises rouges » restent implantés et actifs – même s’il n’ont toujours pas donné naissance à une direction politique indépendante du clan Thaksin et de ses proches. Or, la résistance au coup d’Etat ne viendra pas de ces derniers, mais de secteurs populaires. Depuis la quasi-disparition du Parti communiste dans les années 1980, un parti de gauche significatif ne s’est pas encore reconstitué en Thaïlande, mais il existe un grand nombre de réseaux sociaux très militants, qui ont accumulé au fil des ans une expérience précieuse. C’est de là que vient l’espoir.

Les appels à la solidarité internationale ont été lancés par l’Assemblée du peuple [4], la Commission Asie des droits humains [5], l’Action pour la démocratie du peuple en Thaïlande (ACT4DEM) [6] et ont été relayés par de nombreuses organisations de gauche de la région, comme le PSM (Malaisie), l’AWP (Pakistan), le PCB-ML (Bangladesh), le PLM (Philippines) [7], ou par des personnalités « altermondialistes » comme Walden Bello [8].

La solidarité internationale doit se manifester – et se manifester au-delà de la seule région Asie.

Pierre Rousset

P.-S.

* Article écrit pour le prochain numéro de l’hebdomadaire TEAN.

Notes

[1] Voir sur ESSF (article 30575), [Le parlement thaïlandais dissous – et après ?](http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article30575)
<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article30575>

[2] Voir sur ESSF (article 32010), [Thailand : Concern for detainees of the military junta, and other activists, academics, writers looked for.](#)

[3] Voir sur ESSF (article 32002), [In Thailand, mass resistance to the coup smashes political myths.](#)

[4] Voir sur ESSF (article 31975), [Statement in strong condemnation of the Thai military coup d’état.](#)

[5] Voir sur ESSF (article 31989), [Statement : in Thailand, the Army begins arrests.](#)

[6] Voir sur ESSF (article 32001), [Appeal to the International Community and national governments to not cooperate with the Chan-ocha Junta in Thailand.](#)

[7] Voir sur ESSF (article 31977), [Asian organizations : No to another coup in Thailand !.](#)

[8] Voir sur ESSF (article 31990), [Military coup follows judicial coup in Thailand – A putsch as the final step in a script deftly managed by the conservative “royalist” establishment.](#)